

Nous prévoyons que dans une large mesure ces capitaux se présenteront sous forme d'investissements directs par les entreprises américaines. Une bonne partie de ces investissements sont effectués par ce que nous appelons maintenant les sociétés internationales ou plurinationales. Des investissements de cette nature se font sur une grande échelle en Europe aussi bien qu'au Canada et, cela se comprend, font naître de l'inquiétude au sujet de la mesure de contrôle national de l'économie dans laquelle ces investissements se font. Nous avons au Canada probablement plus de motifs que d'autres de nous inquiéter, vu que de très larges segments des entreprises canadiennes sont possédés et contrôlés par l'étranger. Nous nous réjouissons que les entreprises américaines et les sociétés plurinationales se montrent plus conscientes de leur rôle prépondérant et sentent qu'il leur faut tenir compte du fait que le Canada et les autres pays veulent qu'elles se conduisent en bons citoyens des pays où s'exerce leur activité.

Nous avons mené cette année au Canada une étude objective et approfondie de ce problème. Nous comptons donc publier bientôt un document officiel portant sur ce sujet et exprimant les vues des Canadiens à cet égard.

Entre-temps, toutefois, notre premier ministre a exposé clairement au début de cette année notre attitude et notre politique fondamentales. M. Pearson a déclaré que nous continuerons d'avoir besoin du capital étranger et du savoir-faire qui l'accompagne si souvent. Nous accueillerons ce capital et nous éviterons tout traitement discriminatoire qui serait de nature à créer ce genre d'atmosphère qui décourage l'investissement étranger. Notre objectif est que les Canadiens possèdent et contrôlent la plus large part possible de leur industrie, que leurs propres investissements dans les entreprises canadiennes puissent leur permettre d'exercer la plus grande mesure possible de contrôle sur leurs propres ressources et le développement économique de leur pays. M. Pearson a insisté cependant sur le fait que nous atteindrons cet objectif non pas en nous montrant injustes envers les intérêts étrangers mais en mobilisant le capital canadien et en le dirigeant de plus en plus vers les entreprises canadiennes.

En plus de l'investissement direct des capitaux au Canada, nous continuerons de compter sur un apport substantiel d'investissements de portefeuille dans les obligations des emprunteurs canadiens qui effectuent des emprunts aux États-Unis, parmi lesquels il faut comprendre, en premier lieu, comme la plupart d'entre vous le savent, les gouvernements provinciaux, nos plus importantes municipalités et nos grandes sociétés canadiennes. Tous ces emprunteurs s'enorgueillissent du crédit dont ils jouissent à New-York et tiennent à le maintenir. Au Gouvernement du Canada, nous sommes conscients de l'importance de suivre des politiques qui permettent à nos provinces, à nos municipalités les plus importantes et à nos grandes sociétés, de continuer d'emprunter sur le marché des États-Unis. Nous reconnaissons que cela suppose que nous gérons et développons l'économie canadienne de la façon la plus judicieuse et efficace dans le but de garder la confiance de vos investisseurs. Nous reconnaissons aussi que cela signifie que le Canada doit continuer d'offrir les perspectives de stabilité politique qui depuis de très nombreuses années y attirent le capital étranger.

Au cours de cette année qui a été témoin de l'Expo et de la célébration de notre Centenaire, vous qui êtes nos plus proches voisins avez dû entendre